

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTRE

### Administrateurs civils.

Par arrêté du Premier ministre en date du 26 février 1970, M. Boudet (François-Jean), administrateur civil hors classe, sous-directeur à l'administration centrale du ministère de l'économie et des finances, est nommé chef de la mission des affaires financières à la préfecture de la région parisienne, en remplacement de M. Calvet, appelé à d'autres fonctions.

## JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Décret n° 70-173 du 5 mars 1970 modifiant le décret du 3 juillet 1951 modifié relatif au statut particulier des inspecteurs de la jeunesse et des sports.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'éducation nationale,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, et notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 51-837 du 3 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation de certaines règles relatives au statut particulier des inspecteurs de la jeunesse et des sports, modifié par les décrets n° 62-301 du 17 mars 1962 et n° 65-682 du 12 août 1965 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 du décret susvisé du 3 juillet 1951 sont remplacés par les dispositions suivantes :

### Article 1<sup>er</sup>.

Jusqu'à l'intervention du statut particulier établi en exécution de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959, peuvent seuls être nommés inspecteurs titulaires de la jeunesse et des sports les inspecteurs stagiaires recrutés par la voie de deux concours distincts ouverts :

1° Le premier aux candidats âgés de vingt-deux ans au moins et de trente-cinq ans au plus au 31 décembre de l'année du concours, titulaires de l'un des diplômes exigés pour se présenter au premier concours d'entrée à l'école nationale d'administration ou d'un titre figurant sur une liste établie par arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale, du ministre chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs et du ministre chargé de la fonction publique.

2° Le second aux agents de l'Etat et des collectivités publiques ou établissements publics à caractère administratif, âgés de quarante ans au plus au 31 décembre de l'année du concours et ayant accompli cinq ans au moins de services publics.

Les modalités de ces concours, dont les programmes et les épreuves sont les mêmes pour les deux concours, sont fixées par arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale, du ministre chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs et du ministre chargé de la fonction publique.

### Article 2.

La proportion des emplois offerts à chacune des deux catégories de candidats mentionnés aux 1° et 2° de l'article précédent est de la moitié.

Les emplois qui n'auraient pas été pourvus à la suite des deux concours par la nomination des candidats de la catégorie correspondante peuvent être attribués aux candidats de l'autre catégorie.

### Article 3.

Les candidats reçus aux concours sont nommés inspecteurs stagiaires par arrêté du ministre chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Ils accomplissent un stage de une année. Leur titularisation est subordonnée à la note qui leur sera attribuée à l'issue du stage et au succès à un examen technique organisé à la fin de ce stage.

Les modalités du stage et de l'examen sont fixées par l'arrêté prévu à l'article 1<sup>er</sup>.

Les candidats qui n'auront pas été titularisés pourront soit être autorisés à faire une nouvelle année de stage, soit être réintégrés dans leur cadre d'origine, soit être licenciés s'ils ne sont pas agents titulaires.

Art. 2. — Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives et le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 mars 1970.

JACQUES CHABAN-DELMAS.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie et des finances,

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le ministre de l'éducation nationale,  
OLIVIER GUICHARD.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,  
chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,  
JOSEPH COMITI.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,  
chargé de la fonction publique et des réformes  
administratives,

PHILIPPE MALAUD.

Le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances,

JACQUES CHIRAC.

### Cabinet du secrétaire d'Etat.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu le décret n° 48-1233 du 23 juillet 1948 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels, modifié par les décrets n° 51-1030 du 21 août 1951 et n° 54-485 du 11 mai 1954 ;

Vu le décret du 22 juin 1969 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 69-701 du 30 juin 1969 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu les arrêtés des 28 juin, 4 et 12 juillet 1969 portant nominations au cabinet du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — M. Gérard Cros, administrateur civil, est nommé au cabinet du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, en qualité de chargé de mission.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 mars 1970.

JOSEPH COMITI.

## MINISTÈRE D'ETAT CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décret n° 70-174 du 6 mars 1970 modifiant les limites des régions et arrondissements maritimes.

Le Président de la République,  
Sur le rapport du Premier ministre et du ministre d'Etat chargé de la défense nationale,

Vu le décret du 22 avril 1927 modifié sur l'organisation de la marine nationale ;

Vu l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 modifiée portant organisation générale de la défense,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 69 du décret du 22 avril 1927 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 69. — Limites des régions et arrondissements maritimes :

« 1. La 1<sup>re</sup> région maritime, chef-lieu Cherbourg, s'étend de la frontière belge au point de la côte situé sur le méridien 1° 34' Ouest, à la limite des départements de la Manche et d'Ille-et-Vilaine.